

UN PACTE FRANCO-SAUDIEN AU MÉPRIS DES DROITS HUMAINS

TEXTE ÉLIAS GEOFFROY, responsable Programmes et plaidoyer Afrique du Nord et Moyen-Orient de l'ACAT-France

Alors que l'Arabie saoudite continue sa politique de répression et de violations massives des droits humains, la France joue un rôle de premier plan dans la stratégie de *whitewashing* (blanchiment) du pouvoir en place pour mieux effacer son caractère arbitraire et cruel.

Le *whitewashing* consiste à mettre en place différentes stratégies – culturelles, commerciales, politiques – pour « blanchir », passer sous silence ou même faire « oublier » l'arbitraire, les crimes ou les positions choquantes d'un pays. Le régime saoudien s'investit largement dans cette vaste entreprise de communication, voire de manipulation.

Il voudrait par exemple faire « oublier » le cas de huit jeunes hommes issus de la minorité chiite, poursuivis pour leur participation à des manifestations contre le régime qui se sont déroulées depuis le printemps arabe de 2011, comme l'ACAT-France le rappelait lors de la dernière Nuit des Veilleurs (*lire notre compte-rendu p. 26*). Un autre cas, celui d'Abdullah Al-Huweiti, illustre particulièrement bien cet arbitraire : il a été condamné à mort pour le braquage d'une bijouterie et le meurtre d'un soldat intervenu au même moment, le 6 mai 2017, alors qu'il n'avait que 14 ans. L'adolescent a pourtant été vu, par des témoins et des caméras de surveillance, à un autre endroit lors de l'attaque.

DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX BAFOUÉS

L'Arabie saoudite a ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant* de l'ONU, qui prévoit à son article 37.a que la peine capitale ne peut être prononcée pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de 18 ans à l'époque des faits pour lesquels elles sont jugées. Le pouvoir saoudien a par ailleurs édicté en 2018 une loi mettant fin à la peine de mort pour les personnes mineures au moment des faits, et un décret royal de 2020 est venu élargir l'application de ce texte. En réalité, certaines exceptions font que l'abolition de la peine de mort n'est pas complète pour les mineurs, contrairement aux engagements internationaux du pays, et, dans les faits, les autorités saoudiennes ne respectent pas leur propre loi.

De son côté, la France fait de la protection et de la promotion des droits de l'enfant et de l'abolition de la peine de mort deux axes fondamentaux de sa diplomatie. Elle continue pourtant à soutenir le prince héritier, Mohammed ben Salman, surnommé MBS, qui officie comme dirigeant de facto, malgré une disgrâce internationale après l'assassinat barbare du journaliste opposant Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul.

LE CHOIX ACTIF DE L'ALLIANCE

Paris devient même le principal allié occidental du royaume. Le Président Emmanuel Macron a été le premier dirigeant occidental à briser le boycott qui isolait MBS en le rencontrant en décembre 2021 à Djeddah, avant de le recevoir à l'Élysée en juillet 2022 pour son premier retour sur le continent européen. En juin dernier, MBS a passé neuf jours dans la capitale française. Au programme : deux rencontres avec le Président Macron ; la participation au Sommet pour un nouveau pacte financier ; l'organisation du forum d'investissement franco-saoudien ; le lancement de la candidature de l'Arabie saoudite pour l'exposition universelle de 2030 lors d'un gala sur le champ de Mars ; la signature de gros contrats au salon du Bourget ; l'ouverture d'un bureau parisien du fonds souverain saoudien... Autant de signes qui montrent la place que la France a prise et cherche activement à maintenir auprès de l'Arabie saoudite.

Dernier signal, la nomination très politique de l'ancien ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Jean-Yves Le Drian, à la tête de l'Agence française de développement d'Al-Ula, un organisme entièrement financé par l'Arabie saoudite, en charge de la mise en valeur de ce site archéologique et de sa région dans le nord-ouest du pays, un des nombreux projets pharaoniques de MBS. Il faut dire que la France est l'un des principaux partenaires du plan stratégique



Le 16 juin 2022, Emmanuel Macron a reçu le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman à l'Élysée.

saoudien lancé par MBS, Vision 2030, qui cherche à réduire la dépendance du pays de ses revenus pétroliers en diversifiant son économie, voire en la libéralisant.

DE GRANDS SERVICES RENDUS AU RÉGIME SAUDIEN

La France s'est particulièrement investie sur les secteurs du divertissement et du tourisme : le montant des contrats dans ces domaines excède la valeur des exportations d'armes françaises vers l'Arabie saoudite. Une posture et des opérations qui contribuent, malgré les déclarations du Président français, à blanchir le régime de ses crimes et violations des droits humains en lui donnant une image progressiste et positive. Depuis 2020, le Rallye Dakar se déroule par exemple dans le royaume saoudien, l'itinéraire de la course traversant des sites de Vision 2030 tels que celui d'Al-Ula, le projet touristique de luxe Red Sea ou la ville futuriste Neom.

Mais ce sont surtout les lobbyistes et agences de communication françaises qui rendent de grands services au régime saoudien. L'ancien ambassadeur et désormais lobbyiste Maurice Gourdault-Montagne est ainsi chargé de promouvoir la candidature de l'Arabie saoudite à la Coupe de monde de football en 2030, ainsi qu'à l'exposition universelle qui se tiendra la même année. Un autre communicant de renom, Richard Attias, préside depuis 2017 le Future Investment Initiative Institute, surnommé « Davos

du désert ». Ce forum et son organisation sont directement financés par le fonds d'investissement public saoudien et servent de vitrine commerciale à Vision 2030.

UN PACTE FAUSTIEN

Des agences de communication, comme Publicis et Havas, travaillent également pour le régime afin d'améliorer la perception de ce pays en Occident. La plupart de ces sociétés de lobbying et de communication entretiennent des relations étroites avec les élites politiques françaises, et nombre de leurs dirigeants et collaborateurs ont servi de conseillers politiques aux autorités françaises.

La France fait donc le choix d'ignorer le caractère répressif du régime et de ses violations massives des droits humains au profit des retours économiques obtenus ou espérés de contrats dans différents secteurs jugés stratégiques, comme la défense, la culture et le divertissement. Cependant, outre la dimension profondément immorale de ce pacte faustien, il y a un véritable danger à soutenir cette politique : cela crée des risques de dépendance pour notre souveraineté économique, énergétique et stratégique, mais aussi un risque sécuritaire en faisant passer la France pour un soutien actif de l'un des régimes les plus répressifs et violents de la région. ♦



Pour aller plus loin

Nos amis saoudiens, d'Audrey Lebel, Grasset, 2023, 304 p., 22 €.

Une enquête inédite sur les relations franco-saoudiennes et sur l'aveuglement de la France sur les crimes de Riyad.